

## Rapport de l'auditeur indépendant

Au président et aux membres du Conseil des écoles fransaskoises No. 310

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Conseil des écoles fransaskoises No. 310, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2014, et les états des résultats et de l'excédent accumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

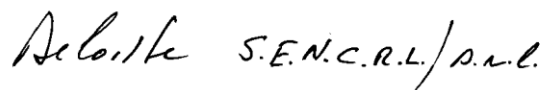
Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conseil des écoles fransaskoises No. 310 au 31 août 2014, ainsi que des résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.



Comptables professionnels agréés, Comptables agréés  
Experts-comptables autorisés

Le 29 janvier 2015

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**État de la situation financière**  
**au 31 août 2014**

	2014	2013
	\$	\$
<b>Actifs financiers</b>		
Encaisse	228 657	513 038
Débiteurs (note 8)	2 836 401	4 151 686
Placements de portefeuille (note 4)	175 076	173 742
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>3 240 134</b>	<b>4 838 466</b>
<b>Passifs</b>		
Paielements de transfert reçus en trop	1 400 000	-
Emprunt temporaire (note 3)	2 468 560	2 401 952
Créditeurs et charges à payer (note 9)	4 626 783	5 184 110
Dette à long terme (note 10)	1 950 883	1 536 616
Avantages sociaux futurs (note 6)	417 700	363 300
Revenus reportés (note 11)	45 862	68 660
<b>Total des passifs</b>	<b>10 909 788</b>	<b>9 554 638</b>
<b>Dette nette</b>	<b>(7 669 654)</b>	<b>(4 716 172)</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles (annexe C)	62 189 003	61 081 415
Charges payées d'avance	221 972	372 008
<b>Total des actifs non financiers</b>	<b>62 410 975</b>	<b>61 453 423</b>
<b>Excédent accumulé (note 14)</b>	<b>54 741 321</b>	<b>56 737 251</b>

Obligations contractuelles et engagements (note 17)  
*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.*

Approuvé par le Conseil



Président



Secrétaire-trésorier

# Conseil des écoles fransaskoises No. 310

## État des résultats et de l'excédent accumulé de l'exercice clos le 31 août 2014

	2014 Budget	2014 Réal	2013 Réal
	\$	\$	\$
	(Note 15)		
<b>Revenus</b>			
Paiements de transfert	34 133 771	37 567 546	41 177 851
Frais de scolarité et frais afférents	206 594	610 486	222 608
Fonds générés par les écoles	397 838	571 361	486 217
Services complémentaires (note 12)	15 000	103 525	136 200
Services externes (note 13)	85 749	91 747	181 914
Autres	1 213 866	603 816	803 342
<b>Total des revenus (annexe A)</b>	<b>36 052 818</b>	<b>39 548 481</b>	43 008 132
<b>Charges (note 5)</b>			
Gouvernance	435 642	356 942	407 065
Administration	3 130 673	3 213 448	2 693 871
Enseignement	22 852 532	23 693 327	23 143 727
Opération et entretien	5 119 644	6 386 117	6 180 662
Transport	3 778 260	4 268 107	3 844 265
Frais de scolarité et frais afférents	48 132	63 435	77 978
Fonds générés par les écoles	391 404	533 421	444 106
Services complémentaires (note 12)	1 568 514	1 855 479	2 173 336
Services externes (note 13)	85 749	72 967	269 195
Autres	60 613	1 101 168	189 790
<b>Total des charges (annexe B)</b>	<b>37 471 163</b>	<b>41 544 411</b>	39 423 995
<b>(Insuffisance) excédent de l'exercice</b>	<b>(1 418 345)</b>	<b>(1 995 930)</b>	3 584 137
<b>Excédent accumulé, début de l'exercice</b>	<b>56 737 251</b>	<b>56 737 251</b>	53 153 114
<b>Excédent accumulé, fin de l'exercice (note 14)</b>	<b>55 318 906</b>	<b>54 741 321</b>	56 737 251

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

# Conseil des écoles fransaskoises No. 310

## État de la variation de la dette nette de l'exercice clos le 31 août 2014

	2014 Budget	2014 Réel	2013 Réel
	\$	\$	\$
	(Note 15)		
<b>Dette nette, début de l'exercice</b>	<b>(4 716 172)</b>	<b>(4 716 172)</b>	<b>(1 825 432)</b>
<b>Variations au cours de l'exercice</b>			
(Insuffisance) excédent de l'exercice	(1 418 345)	(1 995 930)	3 584 137
Acquisition d'immobilisations corporelles (annexe C)	(100 000)	(3 827 676)	(8 855 347)
Amortissement des immobilisations corporelles (annexe C)	1 980 650	2 720 088	2 415 831
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance (annexe E)	-	150 036	(35 361)
<b>Variation de la dette nette</b>	<b>462 305</b>	<b>(2 953 482)</b>	<b>(2 890 740)</b>
<b>Dette nette, fin de l'exercice</b>	<b>(4 253 867)</b>	<b>(7 669 654)</b>	<b>(4 716 172)</b>

*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.*

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**État des flux de trésorerie**  
**de l'exercice clos le 31 août 2014**

	<b>2014</b>	2013
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Activités de fonctionnement</b>		
(Insuffisance) excédent de l'exercice	(1 995 930)	3 584 137
Éléments hors trésorerie inclus dans (l'insuffisance) l'excédent de l'exercice (annexe D)	2 720 088	2 415 831
Variation nette des éléments hors caisse des activités de fonctionnement (annexe E)	3 843 461	(2 943 012)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>	<b>4 567 619</b>	3 056 956
<b>Activités d'immobilisations corporelles</b>		
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations corporelles	(4 712 485)	(8 400 749)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'immobilisations corporelles</b>	<b>(4 712 485)</b>	(8 400 749)
<b>Activités d'investissement</b>		
Sorties de fonds pour acquisitions de placements	(1 334)	(1 148)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>(1 334)</b>	(1 148)
<b>Activités de financement</b>		
Augmentation de l'emprunt temporaire	66 608	2 241 020
Émission de la dette à long terme	401 690	1 022 932
Remboursement de la dette à long terme	(606 479)	(518 549)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>(138 181)</b>	2 745 403
<b>Diminution nette de l'encaisse</b>	<b>(284 381)</b>	(2 599 538)
<b>Encaisse, début de l'exercice</b>	<b>513 038</b>	3 112 576
<b>Encaisse, fin de l'exercice</b>	<b>228 657</b>	513 038

Des renseignements complémentaires sont présentés à la note 18.

*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.*

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**1. Autorité et raison d'être**

Le Conseil opère sous l'autorité de "*The Education Act, 1995*" de la Saskatchewan en tant que société sous le nom "Conseil des écoles fransaskoises No. 310" (le "Conseil") et opère sous le nom "Conseil des écoles fransaskoises". Le Conseil offre des services d'éducation en français aux résidents de la Saskatchewan sous la gouvernance de conseillères et conseillers scolaires élus.

Le Conseil est financé majoritairement par des paiements de transferts du gouvernement de la Saskatchewan. Le Conseil est exonéré de l'impôt sur les bénéfices et est un organisme de charité enregistré selon la Loi de l'impôt sur le revenu.

**2. Méthodes comptables**

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public établies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public ("CCSP") des Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada).

Les principales méthodes comptables suivantes ont été adoptées par le Conseil :

**a) Adoption de nouvelles Normes comptables pour le secteur public (NCSP)**

En 2014, le Conseil a adopté la nouvelle norme comptable pour le secteur public, SP 3260 Passif au titre des sites contaminés.

Des informations détaillées sur l'impact de l'adoption de ces nouvelles normes sont fournies à la note 19 Modifications de méthodes comptables.

**b) Périmètre comptable**

Les états financiers comprennent tous les actifs, passifs, revenus et charges du Conseil, notamment pour l'administration du Conseil lui-même et des écoles dont il est responsable.

**c) Méthode de comptabilité**

Les états financiers sont préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

**d) Incertitude relative à la mesure et utilisation d'estimations**

La préparation d'états financiers conformes aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) exige que la direction établisse des estimations et formule des hypothèses à l'égard des montants comptabilisés pour les actifs et les passifs et la divulgation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, et les montants comptabilisés pour les revenus et les charges au cours de l'exercice.

Les postes importants qui exigent de la direction qu'elle établisse des estimations sont les suivants:

- le passif pour les avantages sociaux futurs de 417 700 \$ (363 300 \$ en 2013) parce que les résultats réels pourraient différer des hypothèses utilisées.
- la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la charge d'amortissement résultante de 2 720 088 \$ (2 415 831 \$ en 2013) parce que les résultats réels pourraient différer sensiblement des estimations faites par la direction.

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**2. Méthodes comptables (suite)**

**d) Incertitude relative à la mesure et utilisation d'estimations (suite)**

- le coût historique des immobilisations corporelles acquises dans les exercices précédents parce que des différences dans les coûts historiques pourraient avoir un impact significatif sur les résultats. Certains coûts ont été estimés lors de la comptabilisation initiale selon les NCSP.

Ces estimations et hypothèses sont revues périodiquement et lorsque des ajustements deviennent nécessaire. Les ajustements sont comptabilisés dans les résultats dans l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Tandis que les meilleures estimations sont utilisées pour les éléments sujets à l'incertitude relative à la mesure, il est possible que des changements, dans les conditions futures au cours du prochain exercice, puissent exiger des changements significatifs dans les montants comptabilisés ou divulgués.

**e) Instruments financiers**

Les instruments financiers sont des contrats qui donnent lieu à des actifs financiers pour une partie et à des passifs financiers ou un instrument de capitaux propres à une autre partie. Un contrat qui crée un instrument financier engendre, lors de sa conclusion, des droits ou obligations d'obtenir ou de fournir des avantages économiques. La comptabilisation survient lorsque le Conseil devient une partie à un instrument financier. Les actifs financiers et les passifs financiers rendent compte de ces droits et obligations dans les états financiers. Les instruments financiers comprennent l'encaisse, les débiteurs, les placements de portefeuille, l'emprunt temporaire, les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme.

Tous les actifs et passifs financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les coûts de transaction sont un élément de coût pour les instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement. Pour les instruments financiers évalués au coût après amortissement, la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour déterminer les produits ou charges d'intérêts. Les pertes de valeurs telles que des dépréciations ou des radiations sont présentées dans l'état des résultats. Les gains et les pertes sur les instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés dans l'état des résultats dans la période où le gain ou la perte se produit.

**f) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont les actifs pouvant être utilisés pour rembourser les passifs ou pour financer les opérations futures et ne sont pas destinés à être consommés dans le cours normal des activités. Une provision pour moins-value est comptabilisée lorsque considérée nécessaire afin de réduire les montants présentés des actifs financiers à leur valeur recouvrable.

**Les débiteurs** comprennent les paiements de transfert à recevoir, les rabais de taxes sur les produits et services et les autres débiteurs. Les paiements de transfert à recevoir comprennent les montants pour le fonctionnement et pour les immobilisations gagnés, mais non reçus à la fin de l'exercice, pourvu que les montants puissent être raisonnablement estimés. Les paiements de transfert sont constatés lorsque les faits donnant lieu aux transferts se sont réalisés, les transferts ont été autorisés et les critères d'admissibilité sont satisfaits. Les autres débiteurs sont constatés au coût moins une provision pour moins-value. Une provision pour moins-value est comptabilisée lorsque la recouvrabilité des débiteurs est considérée douteuse.

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**2. Méthodes comptables (suite)**

**f) Actifs financiers (suite)**

**Les placements de portefeuille** comprennent des certificats de placement garanti et des dépôts à terme. Le Conseil évalue ses investissements de portefeuille conformément à sa politique sur les instruments financiers, tel que décrit à la note 2e).

**g) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont des actifs détenus pour consommation dans la prestation de services. Ces actifs ne produisent normalement pas de ressources servant à rembourser les dettes existantes du Conseil à moins qu'ils soient vendus.

**Les immobilisations corporelles** ont une durée de vie économique au-delà de l'exercice financier, sont utilisées par le Conseil pour offrir des services au public et ne sont normalement pas destinées à la revente. Les immobilisations corporelles comprennent les terrains, les améliorations aux terrains, les bâtiments, les bâtiments temporaires, les autobus scolaires, les autres véhicules, les meubles et équipements, les équipements informatiques et logiciels, les équipements audiovisuels, les immobilisations corporelles louées et les constructions en cours. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût (ou au coût estimé lorsque le coût réel n'est pas connu) et inclus tous les coûts directs liés directement à l'acquisition, la conception, la construction, le développement, l'installation et l'amélioration des immobilisations corporelles. Le Conseil ne capitalise pas les intérêts engagés au cours de la période de construction.

Le coût des immobilisations corporelles amortissables, moins la valeur résiduelle, est amorti selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile selon les termes suivants :

Améliorations aux terrains (pavage, clôture, éclairage, etc.)	20 ans
Bâtiments	50 ans
Bâtiments temporaires (portatifs, entrepôts, "dépendances", garages)	20 ans
Autobus scolaires	12 ans
Autres véhicules	5 ans
Meubles et équipements	10 ans
Équipement informatique et audiovisuels	5 ans
Équipement informatique - locations-acquisitions	5 ans
Logiciels	5 ans

Les terrains ne sont pas amortis car ils ont une durée de vie indéfinie. Les constructions en cours sont transférées dans les autres catégories et l'amortissement débute lorsqu'ils sont prêts à être mis en service.

**Les charges payées d'avance** représentent des montants payés d'avance pour des biens ou services tels que les assurances et les primes d'assurances contre les accidents de travail qui procureront des avantages économiques dans un ou plusieurs exercices futurs.

**h) Passifs**

Les passifs sont des obligations actuelles qui résultent de transactions ou d'événements qui se sont produits avant la clôture de l'exercice financier, dont le règlement prévu donnera lieu à une sortie future d'actifs ou d'autre forme de règlement économique.



## Conseil des écoles fransaskoises No. 310

### Notes aux états financiers

31 août 2014

## 2. Méthodes comptables (suite)

### h) Passifs (suite)

**Les emprunts à court terme** comprennent les découverts bancaires et l'emprunt bancaire avec une échéance de 1 an ou moins et ont été engagés pour financer les charges de fonctionnement selon les provisions de "*The Education Act, 1995*".

**Les créiteurs et charges à payer** comprennent les créiteurs et charges à payer dus à des tiers et des employés pour du travail effectué, des biens et services reçus et impayés à la date de clôture des états financiers. Les montants sont dus à moins d'un an.

**Les dettes à long terme** comprennent les emprunts pour immobilisations et autres dettes à long terme avec une échéance à plus d'un an obtenus dans le but de financer des immobilisations corporelles selon les dispositions de "*The Education Act, 1995*". Ces dettes incluent également les contrats de location-acquisition lorsque le bailleur cède au Conseil pratiquement tous les avantages et les risques inhérents sans nécessairement transférer le droit de propriété. Le montant du contrat de location-acquisition comptabilisé au début du bail est la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail moins la portion qui représente les frais accessoires.

**Les avantages sociaux futurs** comprennent les avantages postérieurs à l'emploi et les absences rémunérées courus pour les employés du Conseil. Le coût de ces bénéfices est comptabilisé à titre de charge à mesure que les services sont reçus. Les obligations liées à ces prestations sont déterminées par le biais d'hypothèses actuarielles en utilisant la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service en se servant des meilleures prévisions établies par la direction pour le taux prévu d'actualisation, d'inflation, d'augmentation salariale, de cessation d'emploi, de retraite et de mortalité. Les gains ou pertes actuariels sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de service moyen estimée des groupes d'employés afférents. Les évaluations actuarielles sont réalisées périodiquement. Un actuaire externe extrapole les évaluations pour les exercices au cours desquels il n'y a pas d'évaluation actuarielle.

**Les revenus reportés** provenant de sources non gouvernementales comprennent des frais ou des paiements reçus d'avance pour lesquels les services n'ont pas encore été rendus ou d'autres contributions sur lesquelles le contributeur a imposé des restrictions sur leur utilisation. Le revenu est constaté dans l'exercice au cours duquel il est utilisé pour les fins spécifiques.

### i) Régimes de retraite pour les employés

Les employés du Conseil participent dans l'un des régimes de retraite à prestations déterminées interentreprises suivants :

- i) Les enseignants participent dans le régime de retraite du "Saskatchewan Teachers' Retirement Plan (STRP)" ou "Teachers' Superannuation Commission (TSC)". Les obligations pour le Conseil pour ces régimes sont limitées à déduire de la paie et verser les contributions des employés aux taux déterminés par les régimes respectifs.
- ii) Les autres employés participent dans le "Municipal Employees' Pension Plan (MEPP)". Conformément avec les normes prescrites par le CCSP, le régime est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées et les contributions du Conseil sont portées en charges lorsqu'elles sont dues.

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**2. Méthodes comptables (suite)**

**j) Constatation des revenus**

Les revenus sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice qui reconnaît les revenus au cours de l'exercice au cours duquel ils ont été gagnés pourvu que les revenus puissent être raisonnablement estimés et le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les principales sources de revenus du Conseil comprennent ce qui suit :

i) Paiements de transfert gouvernementaux:

Les subventions gouvernementales sont considérées comme des transferts gouvernementaux. Conformément à la norme SP 3410, les paiements de transfert sont constatés comme revenu lorsque les transferts sont autorisés, tous les critères d'admissibilité sont atteints, le solde peut être estimé et la collection est assurée de façon raisonnable, sauf lorsque, et dans la mesure où le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif pour le Conseil.

Pour les transferts avec des stipulations, les revenus sont constatés dans l'état des résultats lorsque le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif.

ii) Frais et services :

Les revenus provenant des frais de scolarité et autres frais et services sont comptabilisés dans l'exercice où ils sont gagnés. Les montants qui sont restreints en vertu de la législation, de la réglementation ou des accords avec des parties externes qui ne peuvent être utilisés dans l'exécution de certains programmes ou de la prestation des services et des opérations spécifiques sont initialement comptabilisés à titre de revenus reportés et sont subséquemment comptabilisés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les charges sont engagées ou les services ont été complétés.

iii) Revenus de placements :

Les revenus de placements sont constatés dans l'exercice où ils sont gagnés.

**k) État des gains et pertes de réévaluation**

Le Conseil n'a pas présenté un état des gains et pertes de réévaluation car il n'a pas d'instruments financiers qui donnent lieu à des gains ou pertes de réévaluation.

**3. Emprunt temporaire**

L'emprunt temporaire se compose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 5 800 000 \$ (5 000 000 \$ en 2013) au taux préférentiel plus 1%. La marge de crédit est autorisée par le Conseil par résolution d'emprunt et est garantie par un contrat de sûreté sur les paiements de transfert. Cette ligne de crédit a été approuvée par le Ministère de l'Éducation le 6 mars 2014. Le solde au 31 août 2014 est de 2 468 560 \$ (2 401 952 \$ au 31 août 2013).

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**4. Placements de portefeuille**

Les détails de placements de portefeuille sont comme suit :

	2014	2013
	\$	\$
<b>Placements de portefeuille au coût après amortissement:</b>		
Certificats de placement garanti, 1,35% (1,15% en 2013), échéant le 29 décembre 2014	117 316	115 982
Dépôts à terme, 1% (1% en 2013), échéant le 18 janvier 2015	57 760	57 760
<b>Total des placements de portefeuille reporté au coût après amortissement</b>	<b>175 076</b>	<b>173 742</b>

**5. Charges par fonction et par objets**

Fonction	Salaires et avantages sociaux	Biens et services	Intérêts sur dette	Amortissement	2014 Budget	2014 Réel	2013 Réel
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Gouvernance	-	356 942	-	-	435 642	<b>356 942</b>	407 065
Administration	2 845 602	367 846	-	-	3 130 673	<b>3 213 448</b>	2 693 871
Enseignement	20 034 552	3 001 284	-	657 491	22 852 532	<b>23 693 327</b>	23 143 727
Opération et entretien	1 663 622	2 778 702	-	1 943 793	5 119 644	<b>6 386 117</b>	6 180 662
Transport	230 603	3 918 700	-	118 804	3 778 260	<b>4 268 107</b>	3 844 265
Frais de scolarité et frais afférents	-	63 435	-	-	48 132	<b>63 435</b>	77 978
Fonds générés par les écoles	-	533 421	-	-	391 404	<b>533 421</b>	444 106
Services complémentaires	1 438 274	417 205	-	-	1 568 514	<b>1 855 479</b>	2 173 336
Services externes	72 967	-	-	-	85 749	<b>72 967</b>	269 195
Autres	-	1 002 758	98 410	-	60 613	<b>1 101 168</b>	189 790
<b>TOTAL</b>	<b>26 285 620</b>	<b>12 440 293</b>	<b>98 410</b>	<b>2 720 088</b>	<b>37 471 163</b>	<b>41 544 411</b>	<b>39 423 995</b>

**6. Avantages sociaux futurs**

Le Conseil fournit certains avantages sociaux postérieurs à l'emploi, les absences rémunérées et les prestations de cessation d'emploi à ses employés. Ces avantages incluent les congés de maladie qui s'accumulent mais qui ne s'acquittent pas, les allocations de retraite et les vacances courues. Les obligations liées à ces prestations sont déterminées par le biais d'hypothèses actuarielles en utilisant la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service en se servant des meilleures prévisions établies par la direction pour le taux prévu d'actualisation, d'inflation, d'augmentation salariale, de cessation d'emploi, de retraite, et de mortalité. Les obligations sont comptabilisées en actualisant les versements futurs au prorata des services et sont présentées au poste « Avantages sociaux futurs » à l'état de la situation financière.

La dernière évaluation actuarielle a été effectuée au 31 août 2012 et la prochaine aura lieu au 31 août 2015.

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**6. Avantages sociaux futurs (suite)**

Les détails des avantages sociaux futurs sont comme suit:

	31 août 2014	31 août 2013
Date de l'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité		
Hypothèses à long terme utilisées:		
Taux d'augmentation salariales	3.25%	3,25%
Taux d'actualisation	2.80%	3,50%
Taux d'inflation	2.25%	2,25%
Durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés	15 ans	15 ans

Avantages sociaux futurs	2014	2013
	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	393 600	383 900
Charge constituée au titre des prestations constituées au cours de l'exercice	53 500	57 200
Charge d'intérêts	15 400	11 600
Prestations versées	(16 900)	(24 700)
Pertes (gains) actuarielles	32 200	(34 400)
Obligation pour les avantages sociaux futurs, fin de l'exercice	477 800	393 600
Pertes actuarielles non amorties	(60 100)	(30 300)
Avantages sociaux futurs	<b>417 700</b>	<b>363 300</b>

Charge pour les avantages sociaux futurs	2014	2013
	\$	\$
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	53 500	57 200
Amortissement des pertes actuarielles nettes	2 400	4 700
Coût des avantages sociaux futurs	55 900	61 900
Charge d'intérêts sur les avantages sociaux futurs non financés	15 400	11 600
Charge totale des avantages sociaux futurs	<b>71 300</b>	<b>73 500</b>

**7. Régimes de retraite**

Les informations au sujet des régimes de retraite à prestations déterminées multientreprises sont comme suit:

**a) "Saskatchewan Teachers' Retirement Plan (STRP)" et "Saskatchewan Teachers' Superannuation Plan (STSP)"**

Les STRP et STSP offrent des prestations de retraite selon l'ancienneté et les gains donnant droit à la pension.

Les STRP et STSP sont financés par les versements des employés membres qui participent et le gouvernement de la Saskatchewan. L'obligation du Conseil envers les STRP et STSP est limitée à retenir et verser les cotisations des employés aux taux fixés par les régimes. Par conséquent, ces états financiers n'incluent aucune charge de cotisation pour ces régimes. L'actif ou le passif net au titre des régimes de retraite ne sont pas inscrits dans ces états financiers puisque la responsabilité ultime pour les prestations de retraite demeure celle du "Saskatchewan Teachers' Federation" pour le STRP et celle du gouvernement de la Saskatchewan pour le STSP.

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**7. Régimes de retraite (suite)**

Les détails des contributions à ces régimes pour les employés du Conseil sont comme suit :

	2014			2013
	STRP	STSP	TOTAL	TOTAL
Nombre d'employés actifs du Conseil	289	13	<b>302</b>	309
Taux de cotisation des employés (pourcentage du salaire)	9,1% - 11,3%	6,05% - 7,85%	<b>6,05% - 11,3%</b>	6,05% - 10%
Contribution des employés pour l'exercice	1 171 686	41 962	<b>1 213 648</b>	1 176 973

**b) "Municipal Employees' Pension Plan (MEPP)"**

Le MEPP offre des prestations de retraite selon l'ancienneté et les gains donnant droit à la pension.

Le MEPP est financé par les versements des employeurs et des employés aux taux fixés par le "Municipal Employees' Pension Commission".

Une évaluation actuarielle est préparée à chaque trois ans afin d'évaluer la situation financière du régime et la suffisance du financement du régime. Le déficit déterminé par une évaluation actuarielle, s'il y a lieu, est la responsabilité des employeurs et employés qui participent au régime et pourrait affecter les taux des cotisations futures et /ou les bénéfices.

Les versements au MEPP par les employeurs qui participent au régime ne sont pas comptabilisés dans des comptes distincts ou affectés afin d'offrir les bénéfices aux employés d'un employeur spécifique. Les employeurs ne peuvent pas identifier leur part des actifs et passifs respectifs, et l'actif ou le passif net au titre du régime de retraite n'est pas constaté dans ces états financiers. Selon les exigences du NCSP, le régime est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées et les cotisations de la part du Conseil sont portées aux charges lorsqu'elles sont dues.

Les détails du MEPP sont comme suit:

	2014	2013
Nombre d'employés actifs	<b>180</b>	180
Taux de cotisation des employés (pourcentage du salaire)	<b>8,15%</b>	7,4% - 8,15%
Taux de cotisation du Conseil (pourcentage du salaire)	<b>8,15%</b>	7,4% - 8,15%
Contributions des employés pour l'exercice	<b>499 396</b>	485 398 \$
Contributions du Conseil pour l'exercice	<b>499 396</b>	485 398 \$
Date de l'évaluation actuarielle	<b>31 décembre 2013</b>	31 décembre 2012
	\$	\$
		(redressé)
Actifs du régime	<b>1 685 167 000</b>	1 560 967 000
Passifs du régime	<b>1 498 853 000</b>	1 420 319 000
Surplus du régime	<b>186 314 000</b>	140 648 000

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**8. Débiteurs**

Tous les débiteurs présentés à l'état de la situation financière sont nets de la provision pour moins-value. Les détails des débiteurs et provisions sont comme suit:

	2014			2013		
	Débiteurs	Provision moins-value	Net de la provision	Débiteurs	Provision moins-value	Net de la provision
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Paiements de transfert provinciaux	2 216 814	-	<b>2 216 814</b>	2 902 745	-	2 902 745
Autres débiteurs	627 021	7 434	<b>619 587</b>	1 265 778	16 837	1 248 941
<b>Total des débiteurs</b>	<b>2 843 835</b>	<b>7 434</b>	<b>2 836 401</b>	<b>4 168 523</b>	<b>16 837</b>	<b>4 151 686</b>

**9. Créiteurs et charges à payer**

Les détails des créiteurs et charges à payer sont comme suit :

	2014	2013
	\$	\$
Salaires courus et avantages sociaux	1 057 281	6 218
Fournisseurs	3 489 502	5 097 892
Autres charges à payer	80 000	80 000
<b>Total des créiteurs et charges à payer</b>	<b>4 626 783</b>	<b>5 184 110</b>

**10. Dette à long terme**

Les détails de la dette sont comme suit:

	2014	2013
	\$	\$
Locations-acquisitions, 4,52% - 5,56%, échéant entre juillet 2015 et juin 2017, remboursables par versements annuels de 232 089 \$ incluant les intérêts, garanties par du matériel informatique	597 636	237 317
Emprunt, 4,25%, échéant en décembre 2015, remboursable par versements mensuels de 4 578 \$ plus les intérêts, garanti par des autobus scolaires	73 506	128 635
Emprunt, 4,06%, échéant en septembre 2017, remboursable par versements mensuels de 9 646 \$ incluant les intérêts, garanti par des autobus scolaires	378 167	476 235
Emprunt, 3,89%, échéant en février 2017, remboursable par versements mensuels de 7 029 \$ incluant les intérêts	201 184	276 427
Emprunt, 4,5%, échéant en septembre 2017, remboursable par versements mensuels de 9 312 \$ incluant les intérêts	322 545	418 002
Emprunt, 4,06%, échéant en mai 2019, remboursable par versements mensuels de 7 461 \$ incluant les intérêts	377 845	-
<b>Total de la dette à long terme</b>	<b>1 950 883</b>	<b>1 536 616</b>

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**10. Dette à long terme (suite)**

Les versements de capital requis au cours des 5 prochains exercices sont comme suit :

	Emprunts pour constructions	Locations-acquisitions	Autres dettes	Total
	\$	\$	\$	\$
2015	255 440	217 419	158 788	631 647
2016	263 720	215 915	124 881	604 516
2017	232 337	164 302	110 978	507 617
2018	94 676	-	57 026	151 702
2019	55 401	-	-	55 401
<b>Total</b>	<b>901 574</b>	<b>597 637</b>	<b>451 672</b>	<b>1 950 883</b>

Les versements de capital et d'intérêts effectués au cours de l'exercice furent comme suit :

	Emprunts pour constructions	Locations-acquisitions	Autres dettes	2014	2013
	\$	\$	\$	\$	\$
Capital	194 545	258 736	153 198	<b>606 479</b>	518 549
Intérêts	31 399	45 141	21 870	<b>98 410</b>	82 704
<b>Total</b>	<b>225 944</b>	<b>303 877</b>	<b>175 068</b>	<b>704 889</b>	601 253

**11. Revenus reportés**

Les détails des revenus reportés sont comme suit:

	Solde au 31 août 2013	Additions au cours de l'exercice	Revenus constatés au cours de l'exercice	Solde au 31 août 2014
	\$	\$	\$	\$
<b>Autres revenus reportés</b>				
Don Haïti	33 660	11 750	(10 148)	<b>35 262</b>
Autres	35 000	10 600	(35 000)	<b>10 600</b>
<b>Total des revenus reportés</b>	<b>68 660</b>	<b>22 350</b>	<b>(45 148)</b>	<b>45 862</b>

**12. Services complémentaires**

Les services complémentaires représentent les services et programmes dont le principal objectif est autre que le soutien ou l'apprentissage de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année (M à 12) mais qui permet d'améliorer la capacité de livrer son curriculum ou ses programmes d'apprentissage pour M à 12.

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**12. Services complémentaires (suite)**

Voici un sommaire des revenus et charges des programmes de services complémentaires offerts par le Conseil en 2014 et 2013:

Sommaire des revenus et charges des services complémentaires par programme	Programme Pré-M	Liaison communautaire et interagence	Autres programmes	2014	2013
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Revenus</b>					
Frais et autres revenus	-	-	103 525	103 525	136 200
<b>Total des revenus</b>	-	-	103 525	103 525	136 200
<b>Charges</b>					
Salaires et avantages sociaux	369 600	282 201	786 473	1 438 274	1 550 312
Soutien à l'apprentissage (auxiliaires)	6 119	-	-	6 119	16 820
Fournitures et services	-	-	213 314	213 314	222 454
Meubles et équipements non capitalisables	-	-	1 181	1 181	726
Opération des bâtiments	-	-	45 798	45 798	47 767
Communications	-	-	1 852	1 852	44 759
Déplacements	-	-	40 918	40 918	36 462
Perfectionnement professionnel (charges autres que salaires)	-	-	6 154	6 154	80 133
Charges reliées aux étudiants	-	-	68 383	68 383	87 437
Services contractuels pour le transport et allocations	-	-	33 486	33 486	86 466
<b>Total des charges</b>	<b>375 719</b>	<b>282 201</b>	<b>1 197 559</b>	<b>1 855 479</b>	<b>2 173 336</b>
<b>Insuffisance des revenus sur les charges</b>	<b>(375 719)</b>	<b>(282 201)</b>	<b>(1 094 034)</b>	<b>(1 751 954)</b>	<b>(2 037 136)</b>

Le programme prématernelle est une initiative du secteur de la petite-enfance. Ce programme vise à préparer les habiletés linguistiques des enfants qui fréquenteront nos écoles fransaskoises.

La liaison communautaire et interagence inclut les agents de liaison communautaire et les communications. Les agents de liaison communautaire travaillent dans les différentes régions du vaste territoire du Conseil des écoles fransaskoises. Ils appuient entre autres avec le recrutement des ayants droit. Ils permettent aussi une meilleure connexion entre le foyer et l'école. Les communications sont une initiative qui vient assurer et renforcer la visibilité du Conseil tant au niveau provincial que national tout en permettant de répondre aux triples mandats et obligations constitutionnelles du Conseil.

Les autres programmes incluent l'animation culturelle et le pensionnat. L'animation culturelle vise à responsabiliser les élèves fransaskois. Ce secteur du Conseil permet aussi de les assister avec le développement de leur identité, leur langage et leur culture, le tout faisant partie intégrante du triple mandat du Conseil. Le pensionnat de l'École secondaire Collège Mathieu est le seul dans le milieu francophone dans l'Ouest canadien. Il permet à des élèves de fréquenter une école francophone lorsqu'il n'y en a pas à une distance raisonnable de leur domicile.

**13. Services externes**

Les services externes représentent les services et les programmes qui ne contribuent pas à l'apprentissage ni au support à l'apprentissage et ne sont pas inclus dans les services complémentaires. Ces services n'ont pas de lien direct avec les programmes M à 12 du Conseil et ne permettent pas directement d'améliorer sa capacité de livrer sa programmation M à 12.



**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**13. Services externes (suite)**

Voici un sommaire des revenus et charges des programmes de services externes offerts par le Conseil en 2014 et 2013:

<b>Sommaire des revenus et charges des services externes par programme</b>	<b>Autres programmes</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Revenus</b>			
Frais et autres	91 747	<b>91 747</b>	181 914
<b>Total des revenus</b>	<b>91 747</b>	<b>91 747</b>	181 914
<b>Charges</b>			
Salaires et avantages sociaux	72 967	<b>72 967</b>	269 195
<b>Total des charges</b>	<b>72 967</b>	<b>72 967</b>	269 195
<b>Excédent (insuffisance) des revenus sur les charges</b>	<b>18 780</b>	<b>18 780</b>	(87 281)

Les services externes comprennent les prêts de service d'employés au Ministère de l'éducation de la Saskatchewan.

**14. Excédent accumulé**

L'excédent accumulé se compose des actifs financiers et non financiers moins les passifs du Conseil. Le solde représente les excédents accumulés découlant du fonctionnement du Conseil et des fonds générés par les écoles.

Certaines composantes de l'excédent accumulé ont été affectées à des fins spécifiques telles que les fonds générés par les écoles et les réserves. Les montants affectés sont inclus dans l'excédent accumulé à l'état de la situation financière. Le Conseil ne maintient pas de comptes bancaires séparés sauf pour les fonds générés par les écoles.

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**14. Excédent accumulé (suite)**

Les détails de l'excédent accumulé est comme suit:

	2013	Additions au cours de l'exercice	Réductions au cours de l'exercice	2014
	\$	\$	\$	\$
<b>Investi dans les immobilisations corporelles</b>				
Valeur comptable nette des immobilisations corporelles	61 081 415	3 827 676	2 720 088	<b>62 189 003</b>
Moins: Dette sur les immobilisations corporelles	1 536 616	1 020 746	606 479	<b>1 950 883</b>
	59 544 799	<b>2 806 930</b>	<b>2 113 609</b>	<b>60 238 120</b>
<b>Entretien préventif et améliorations</b>	-	<b>447 194</b>	<b>255 564</b>	<b>191 630</b>
<b>Affecté à l'interne</b>				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Montant à être financé par paiement de transfert	(65 303)	-	(65 303)	-
Montant à être financé par la dette à long terme	(383 107)	(36 377)	(401 690)	<b>(17 794)</b>
Paiement de transfert constaté d'avance	871 937	3 262 849	2 973 890	<b>1 160 896</b>
	423 527	<b>3 226 472</b>	<b>2 506 897</b>	<b>1 143 102</b>
<b>Fonctionnement</b>				
Paiement de transfert constaté d'avance	-	82 336	20 165	<b>62 171</b>
Paiement de transfert pour remboursement de la dette	738 891	-	257 110	<b>481 781</b>
Paiement de transfert pour remboursement de la dette - reçu d'avance	-	4 311	-	<b>4 311</b>
Montant à être financé par la dette à long terme	-	(10 858)	-	<b>(10 858)</b>
	738 891	<b>75 789</b>	<b>277 275</b>	<b>537 405</b>
<b>Autres</b>				
Fonds générés par les écoles	175 076	571 361	533 421	<b>213 016</b>
Fonds de bourses d'études	20 000	-	-	<b>20 000</b>
Surplus assignés aux conseils d'écoles - Beau Soleil	20 202	-	-	<b>20 202</b>
Surplus assignés aux conseils d'écoles - Notre-Dame-des-Vertus	51 366	-	-	<b>51 366</b>
Réserves	250 000	-	-	<b>250 000</b>
	516 644	<b>571 361</b>	<b>533 421</b>	<b>554 584</b>
<b>Non affecté</b>	(4 486 610)	<b>(3 436 910)</b>	-	<b>(7 923 520)</b>
<b>Total de l'excédent accumulé à la fin de l'exercice</b>	<b>56 737 251</b>	<b>3 690 836</b>	<b>5 686 766</b>	<b>54 741 321</b>

L'objectif et la nature de chacun des excédents affectés se décrivent comme suit :

Entretien préventif et améliorations représentent des paiements de transfert du Ministère pour financer le plan de 3 ans d'entretien des immobilisations corporelles. Les montants non utilisés à la fin d'exercice doivent être désignés pour les projets d'entretien futurs.

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**14. Excédent accumulé (suite)**

Montant à être financé par paiement de transfert représente un projet en immobilisation débuté au cours de l'exercice pour lequel l'approbation a été reçue après la fin d'exercice.

Montant à être financé par dette à long terme représente des projets capitaux qui selon l'entente avec le Ministère sont financés en partie par une dette à long terme qui n'avait pas encore été contractée en fin d'exercice.

Paiement de transfert constaté d'avance représente la différence entre le paiement de transfert autorisé et les montants utilisés pour les projets en question.

Paiement de transfert pour remboursement de la dette représente les sommes pour lesquelles le Ministère s'est engagé à rembourser au Conseil pour le remboursement de la dette à long terme.

Fonds généré par les écoles représente les surplus que les écoles ont accumulés sur les levées de fonds et les activités parascolaires.

Fonds de bourse scolaire représente une affectation par le Conseil pour l'attribution de bourses scolaires à des étudiants.

Surplus assigné aux conseils d'écoles représente des sommes mises de côté dans le passé qui peuvent être utilisées avec l'approbation du conseil d'école pour des fins spécifiques.

Réserve représente des sommes mises de côté par le Conseil pour combler les imprévus ou pour des dépenses spécifiques dans le futur.

**15. Prévisions budgétaires**

Les prévisions budgétaires présentées dans les états financiers ont été approuvées par le Conseil le 27 juin 2013 et par le Ministère de l'Éducation le 23 août 2013.

**16. Apparentés**

Ces états financiers incluent des transactions avec des apparentés. Le Conseil est apparenté avec tous les ministères, agences, conseils, conseils scolaires, autorités sanitaires, collèges et sociétés de la Couronne sous le contrôle du gouvernement de la Saskatchewan. Le Conseil est aussi lié à des sociétés qui ne sont pas des sociétés de la couronne mais dont le gouvernement a un contrôle conjoint ou une influence notable. Le Conseil est aussi lié à des organismes non gouvernementaux par son intérêt économique dans ces dernières.

*Opérations entre apparentés*

Ces opérations entre apparentés ont été effectuées dans le cours normal des activités. Les montants à payer et à recevoir et les montants enregistrés pour ces opérations sont inclus dans les états financiers et dans les tableaux ci-après. Elles sont inscrites à la valeur d'échange qui correspond à la valeur marchande des taux facturés par ces organismes et sont réglées avec des conditions standards.

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**16. Apparentés (suite)**

*Opérations entre apparentés (suite)*

	<b>2014</b>	2013
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Revenus</b>		
Ministère de l'éducation de la Saskatchewan	35 200 533	38 834 610
Saskatchewan Government Insurance	101 155	8 322
	<b>35 301 688</b>	38 842 932
<b>Charges</b>		
Saskatchewan Power Corporation	451 464	354 640
SaskEnergy Incorporated	418 395	347 350
Saskatchewan Government Insurance	15 177	13 750
Saskatchewan Telecommunications Holding Corporation	160 630	189 940
Workers' Compensation Board (Saskatchewan)	76 587	57 185
Saskatchewan Transportation Company	29	160
Saskatchewan Queen's	77	609
Technical Safety Authority	1 490	2 349
	<b>1 123 849</b>	965 983
<b>Débiteurs</b>		
Ministère de l'Éducation de la Saskatchewan	2 262 952	2 912 800
Saskatchewan Government Insurance	101 155	8 322
	<b>2 364 107</b>	2 921 122
<b>Provision pour créances douteuses</b>		
Ministère de l'Éducation de la Saskatchewan	-	10 055
<b>Charges payées d'avance</b>		
Saskatchewan Government Insurance	3 870	1 774
Technical Safety Authority	1 280	252
Workers' Compensation Board (Saskatchewan)	49 669	51 401
	<b>54 819</b>	53 427
<b>Paielements de transfert reçus en trop</b>		
Ministère de l'éducation de la Saskatchewan	<b>1 400 000</b>	-
<b>Créditeurs et charges à payer</b>		
Saskatchewan Power Corporation	39 588	35 165
SaskEnergy Incorporated	15 570	24 947
Saskatchewan Finance	(27)	1 650
Saskatchewan Queen's	-	31
Technical Safety Authority	-	106
Saskatchewan Telecommunications Holding Corporation	13 333	9 233
	<b>68 464</b>	71 132

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**16. Apparentés (suite)**

Le Conseil débourse également la taxe de vente provinciale au Ministère des finances de la Saskatchewan sur ses achats de biens taxables et sur les ventes à ses clients qui sont considérées taxables. Les taxes déboursées non recouvrables sont incluses dans les charges.

**17. Obligations contractuelles et engagements**

Les obligations contractuelles et les engagements du Conseil sont comme suit :

- Des contrats de construction et/ou rénovations ont été accordés dans 1 école pour un total de 15 615 796 \$ sur lesquels il reste pour 108 248 \$ de travaux à effectuer. Ces travaux seront complétés au cours du prochain exercice.
- Les contrats de location-exploitation et les immobilisations corporelles louées sont comme suit:

	Location-exploitation					Immobilisations corporelles louées
	Bureaux, écoles	Photocopieurs	Transports	Autres	Total exploitation	Ordinateurs
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Paiements minimums exigibles						
2015	321 676	19 721	3 708 043	3 153	4 052 593	232 089
2016	304 198	19 721	2 871 428	3 153	3 198 500	232 089
2017	269 992	19 721	2 847 845	3 153	3 140 711	169 685
2018	22 499	-	2 914 487	3 153	2 940 139	-
2019	-	-	-	3 154	3 154	-
2020	-	-	-	789	789	-
	918 365	59 163	12 341 803	16 555	13 335 886	633 863
Intérêts et frais accessoires	-	-	-	-	-	(36 227)
Obligations liées aux locations	918 365	59 163	12 341 803	16 555	13 335 886	597 636

## Conseil des écoles fransaskoises No. 310

### Notes aux états financiers

31 août 2014

#### 18. Renseignements complémentaires à l'état des flux de trésorerie

##### *Opérations sans effet sur la trésorerie*

Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles ont été acquises pour un coût total de 3 827 676 \$ (8 855 347 \$ en 2013), dont 316 678 \$ (1 820 543 \$ en 2013) ont été payés après la fin d'exercice et 2 891 942 \$ (7 034 804 \$ en 2013) ont été payés au cours de l'exercice et 619 056 \$ (nul en 2013) ont été financés par des contrats de location-acquisition.

#### 19. Modifications de méthodes comptables

Le Conseil a adopté la nouvelle Norme comptable canadienne du secteur public (NCSP) suivante en 2014:

##### *SP 3260 Passif au titre des sites contaminés*

Le Conseil a adopté le nouveau chapitre SP 3260 Passif au titre des sites contaminés. Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser, d'évaluer et de présenter un passif au titre de sites contaminés. Les sites contaminés sont le résultat de la contamination par la présence dans l'air, le sol, l'eau ou les sédiments d'une substance chimique, organique ou radioactive ou d'un organisme vivant qui dépasse une norme environnementale. Un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque, à la date des états financiers :

- il existe une norme environnementale;
- la contamination dépasse la norme environnementale;
- le Conseil :
  - soit est directement responsable,
  - soit acceptée la responsabilité;
- il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

L'adoption de la nouvelle norme SP 3260 n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière du Conseil en 2014.

#### 20. Reclassement

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

#### 21. La gestion des risques

Le Conseil est exposé à des risques financiers reliés à ses actifs et passifs financiers. Ces risques comprennent le risque de crédit, risque de liquidité et le risque de marché constitué de taux d'intérêt.

##### *Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque du Conseil lié au non-paiement éventuel des comptes débiteurs. Le risque de crédit lié aux créances du Conseil du gouvernement provincial, du gouvernement fédéral et leurs organismes sont considérés comme minimes. Pour les autres débiteurs, le Conseil a adopté des politiques de crédit qui comprennent l'examen régulier des limites de crédit de ses clients afin de réduire son risque de crédit et une surveillance étroite des comptes en souffrance.

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Notes aux états financiers**  
**31 août 2014**

**21. La gestion des risques (suite)**

*Risque de crédit (suite)*

Le Conseil n'a pas d'exposition importante liée à un client particulier. La direction analyse les débiteurs individuellement afin de déterminer si une provision pour moins-value est nécessaire afin de refléter les risques de recouvrement.

L'âge des autres comptes débiteurs au 31 août 2014 et au 31 août 2013 sont :

	31 août 2014			31 août 2013		
	Débiteurs	Provision moins-value	Net de la provision	Débiteurs	Provision moins-value	Net de la provision
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Courant	487 322	-	487 322	998 272	-	998 272
31-60 jours	(1 732)	-	(1 732)	(2 097)	-	(2 097)
61-90 jours	35 199	-	35 199	38 118	-	38 118
90 jours et plus	106 232	7 434	98 798	231 485	16 837	214 648
<b>Total</b>	<b>627 021</b>	<b>7 434</b>	<b>619 587</b>	<b>1 265 778</b>	<b>16 837</b>	<b>1 248 941</b>

*Risque de liquidité*

Le risque de liquidité est le risque que le Conseil ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières à leur échéance. Le Conseil gère le risque de liquidité en surveillant le solde de son encaisse et ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses engagements.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers du Conseil :

	31 août 2014			
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$
Paiements de transfert reçus en trop	1 166 665	233 335	-	-
Emprunt temporaire	2 468 560	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	4 626 783	-	-	-
Dette à long terme, sauf locations-acquisitions	207 268	206 959	939 020	-
<b>Total</b>	<b>8 469 276</b>	<b>440 294</b>	<b>939 020</b>	<b>-</b>

*Risque de marché*

Le Conseil est exposé aux risques de marché par rapport aux taux d'intérêt, comme suit :

*Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt du Conseil concerne les placements de portefeuille et l'emprunt temporaire.

Le Conseil a également une marge de crédit d'un montant autorisé de 5 800 000 \$ (5 000 000 \$ en 2013) avec intérêts au taux préférentiel plus 1%. Les variations de taux préférentiel de la banque peuvent causer des fluctuations des versements d'intérêt et des flux de trésorerie. Le solde au 31 août 2014 est de 2 468 560 \$ (2 401 952 \$ en 2013).

## **Conseil des écoles fransaskoises No. 310**

**Notes aux états financiers**

**31 août 2014**

### **21. La gestion des risques (suite)**

#### *Risque de taux d'intérêt (suite)*

Le Conseil minimise ces risques par la gestion des flux de trésorerie pour réduire au minimum l'utilisation de sa marge de crédit et par la gestion de son risque de taux d'intérêt sur la dette à long terme grâce à l'utilisation exclusive des termes à taux fixe de sa dette à long terme.



**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Annexe A: Détails supplémentaires des revenus**  
**de l'exercice clos le 31 août 2014**

	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
	<b>Budget</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Paielements de transfert</b>			
<b>Paielements de transfert pour le fonctionnement</b>			
Ministère de l'éducation			
Fonctionnement	31 732 327	31 208 154	29 185 742
Autres transferts	-	200 000	1 608 655
<b>Total des paielements de transfert du Ministère</b>	<b>31 732 327</b>	<b>31 408 154</b>	<b>30 794 397</b>
Paielements de transfert fédéraux	2 200 000	2 200 000	2 202 978
Autres paielements de transfert	201 444	167 013	164 310
<b>Total des paielements de transfert pour le fonctionnement</b>	<b>34 133 771</b>	<b>33 775 167</b>	<b>33 161 685</b>
<b>Paielements de transfert pour les immobilisations corporelles</b>			
Ministère de l'éducation	-	3 792 379	8 001 284
Autres	-	-	14 882
<b>Total des paielements de transfert pour les immobilisations corporelles</b>	<b>-</b>	<b>3 792 379</b>	<b>8 016 166</b>
<b>Total des paielements de transfert</b>	<b>34 133 771</b>	<b>37 567 546</b>	<b>41 177 851</b>
<b>Frais de scolarité et frais afférents</b>			
<b>Frais de fonctionnement</b>			
Frais de scolarité			
Commissions scolaires	206 594	594 486	183 360
Particuliers et autres	-	16 000	39 248
<b>Total des frais de scolarité et frais afférents</b>	<b>206 594</b>	<b>610 486</b>	<b>222 608</b>
<b>Fonds générés par les écoles</b>			
<b>Frais pour activités hors curriculum</b>			
Levées de fonds	397 838	571 361	486 217
<b>Total des fonds générés par les écoles</b>	<b>397 838</b>	<b>571 361</b>	<b>486 217</b>
<b>Revenus de services complémentaires</b>			
<b>Frais et autres revenus</b>			
Frais de scolarité et frais afférents	15 000	-	(4 085)
Autres revenus	-	103 525	140 285
<b>Total des revenus de services complémentaires</b>	<b>15 000</b>	<b>103 525</b>	<b>136 200</b>

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Annexe A: Détails supplémentaires des revenus**  
**de l'exercice clos le 31 août 2014**

	<b>2014 Budget</b>	<b>2014 Réal</b>	<b>2013 Réal</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Revenus de services externes</b>			
<b>Frais et autres revenus</b>			
Ministère de l'éducation	-	-	91 308
Autres revenus	85 749	91 747	90 606
<b>Total des revenus de services externes</b>	<b>85 749</b>	<b>91 747</b>	<b>181 914</b>
<b>Autres revenus</b>			
Ventes et locations	-	153 138	120 515
Placements	-	4 786	5 206
Autres	1 213 866	445 892	677 621
<b>Total des autres revenus</b>	<b>1 213 866</b>	<b>603 816</b>	<b>803 342</b>
<b>Total des revenus pour l'exercice</b>	<b>36 052 818</b>	<b>39 548 481</b>	<b>43 008 132</b>

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Annexe B: Informations supplémentaires pour les charges**  
**de l'exercice clos le 31 août 2014**

	<b>2014 Budget</b>	<b>2014 Réel</b>	<b>2013 Réel</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Gouvernance</b>			
Charges des membres du Conseil	148 500	221 269	232 805
Conférences pour les membres du Conseil	80 000	34 439	27 320
Conseils d'école	38 292	43 006	46 699
Conférences pour les conseils d'école	10 000	6 694	7 420
Élections	3 850	46 840	47 691
Autres	155 000	4 694	45 130
<b>Total des charges pour la gouvernance</b>	<b>435 642</b>	<b>356 942</b>	<b>407 065</b>
<b>Administration</b>			
Salaires	2 543 691	2 528 804	2 023 812
Avantages sociaux	407 890	316 798	293 505
Fournitures et services	94 110	226 313	214 254
Meubles et équipements non capitalisables	16 000	2 704	5 452
Opération des bâtiments	-	6 829	26 856
Communications	18 500	12 726	13 930
Déplacements	9 000	12 008	4 673
Perfectionnement professionnel	41 482	107 266	111 389
<b>Total des charges d'administration</b>	<b>3 130 673</b>	<b>3 213 448</b>	<b>2 693 871</b>
<b>Enseignement</b>			
Salaires pour les enseignants	14 558 200	15 047 022	13 841 297
Avantages sociaux pour les enseignants	1 532 177	1 196 585	1 078 259
Salaires pour le personnel de soutien	2 616 043	3 242 294	2 973 430
Avantages sociaux pour le personnel de soutien	640 008	548 651	498 739
Soutien à l'apprentissage	733 894	503 023	565 615
Fournitures et services	896 990	1 388 466	1 680 663
Meubles et équipements non capitalisables	353 792	141 738	263 702
Communications	293 411	226 857	314 641
Déplacements	369 758	308 546	473 245
Perfectionnement professionnel	751 462	297 401	663 388
Charges reliées aux étudiants	29 046	135 253	136 973
Amortissement des immobilisations corporelles	77 751	657 491	653 775
<b>Total des charges d'enseignement</b>	<b>22 852 532</b>	<b>23 693 327</b>	<b>23 143 727</b>

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Annexe B: Informations supplémentaires pour les charges**  
**de l'exercice clos le 31 août 2014**

	<b>2014 Budget</b>	<b>2014 Réel</b>	<b>2013 Réel</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Opérations et entretien</b>			
Salaires	1 432 471	1 452 259	1 396 141
Avantages sociaux	253 611	211 363	218 024
Fournitures et services	9 516	134 509	177 121
Meubles et équipements non capitalisables	7 176	38 577	47 459
Opération des bâtiments	1 641 047	2 587 430	2 634 602
Communications	3 403	1 672	3 136
Déplacements	1 444	4 302	22 730
Perfectionnement professionnel	-	12 212	14 640
Amortissement des immobilisations corporelles	1 770 976	1 943 793	1 666 809
<b>Total des charges d'opérations et entretien</b>	<b>5 119 644</b>	<b>6 386 117</b>	<b>6 180 662</b>
<b>Transport</b>			
Salaires	75 230	202 544	155 695
Avantages sociaux	24 597	28 059	22 581
Fournitures et services	96 198	177 154	178 359
Meubles et équipements non capitalisables	39 925	65 742	96 032
Opération des bâtiments	3 353	17 181	2 838
Communications	15 988	3 373	3 856
Déplacements	5 107	2 084	2 005
Services contractuels pour le transport	3 385 939	3 653 166	3 287 652
Amortissement des immobilisations corporelles	131 923	118 804	95 247
<b>Total des charges de transport</b>	<b>3 778 260</b>	<b>4 268 107</b>	<b>3 844 265</b>
<b>Frais de scolarité et frais afférents</b>			
Frais de scolarité	44 132	63 435	64 123
Frais pour le transport	4 000	-	10 255
Autres	-	-	3 600
<b>Total des charges pour les frais de scolarité et frais afférents</b>	<b>48 132</b>	<b>63 435</b>	<b>77 978</b>
<b>Fonds générés par les écoles</b>			
Charges pour les fonds générés par les écoles	391 404	533 421	444 106
<b>Total des charges pour les fonds générés par les écoles</b>	<b>391 404</b>	<b>533 421</b>	<b>444 106</b>

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Annexe B: Informations supplémentaires pour les charges**  
**de l'exercice clos le 31 août 2014**

	2014 Budget	2014 Réel	2013 Réel
	\$	\$	\$
<b>Services complémentaires</b>			
Salaires et avantages sociaux			
Administration	412 773	563 366	753 434
Enseignants	-	388 380	355 630
Personnel de soutien	639 620	486 528	453 256
Soutien à l'apprentissage (auxiliaires)	5 250	6 119	16 820
Fournitures et services	175 542	213 314	210 446
Meubles et équipements non capitalisables	2 500	1 181	726
Opération des bâtiments	34 754	45 798	47 767
Communications	552	1 852	44 759
Déplacements	15 000	40 918	36 462
Perfectionnement professionnel (charges autres que salaires)	70 048	6 154	80 133
Charges reliées aux étudiants	194 975	68 383	87 437
Services contractuels pour le transport et allocations	17 500	33 486	86 466
<b>Total des charges pour les services complémentaires</b>	<b>1 568 514</b>	<b>1 855 479</b>	2 173 336
<b>Services externes</b>			
Salaires et avantages sociaux			
Enseignants	85 749	-	198 490
Personnel de soutien	-	72 967	70 705
<b>Total des charges pour les services externes</b>	<b>85 749</b>	<b>72 967</b>	269 195
<b>Autres</b>			
Intérêts et frais bancaires	60 613	302 716	96 260
Intérêts sur autres emprunts pour immobilisations corporelles et dette			
Installations scolaires	-	31 399	31 128
Autres	-	67 011	51 576
<b>Total des intérêts et frais bancaires</b>	<b>60 613</b>	<b>401 126</b>	178 964
Créances douteuses	-	700 042	10 826
<b>Total des autres charges</b>	<b>60 613</b>	<b>1 101 168</b>	189 790
<b>Total des charges pour l'exercice</b>	<b>37 471 163</b>	<b>41 544 411</b>	39 423 995

# Conseil des écoles fransaskoises No. 310

## Annexe C: Détails supplémentaires pour les immobilisations corporelles de l'exercice clos le 31 août 2014

	Terrains	Améliorations aux terrains	Bâtiments	Bâtiments temporaires	Autobus scolaires	Autres véhicules	Meubles et équipements	Équipements informatiques et audiovisuels	Logiciels	Constructions en cours	31 août 2014	31 août 2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Immobilisations corporelles - au coût</b>												
Solde au 1er septembre	747 580	1 423 316	68 163 879	6 564 009	1 642 466	112 512	3 055 839	1 966 990	54 233	1 629 072	<b>85 359 896</b>	76 504 549
Acquisitions	-	-	340 326	43 464	-	-	132 872	672 182	33 396	2 605 436	<b>3 827 676</b>	8 855 347
Cession	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	4 183 673	-	-	-	-	-	(4 183 673)	-	-
<b>Solde au 31 août</b>	<b>747 580</b>	<b>1 423 316</b>	<b>68 504 205</b>	<b>10 791 146</b>	<b>1 642 466</b>	<b>112 512</b>	<b>3 188 711</b>	<b>2 639 172</b>	<b>87 629</b>	<b>50 835</b>	<b>89 187 572</b>	<b>85 359 896</b>
<b>Immobilisations corporelles - amortissement</b>												
Solde au 1er septembre	-	1 054 174	18 789 907	710 485	575 909	83 686	1 790 556	1 261 925	11 839	-	<b>24 278 481</b>	21 862 650
Amortissement de l'exercice	-	35 463	1 368 297	540 034	112 413	6 390	183 824	460 247	13 420	-	<b>2 720 088</b>	2 415 831
<b>Solde au 31 août</b>	<b>-</b>	<b>1 089 637</b>	<b>20 158 204</b>	<b>1 250 519</b>	<b>688 322</b>	<b>90 076</b>	<b>1 974 380</b>	<b>1 722 172</b>	<b>25 259</b>	<b>-</b>	<b>26 998 569</b>	<b>24 278 481</b>
<b>Valeur comptable nette</b>												
Solde au 1er septembre	747 580	369 142	49 373 972	5 853 524	1 066 557	28 826	1 265 283	705 065	42 394	1 629 072	<b>61 081 415</b>	54 641 899
Solde au 31 août	747 580	333 679	48 346 001	9 540 627	954 144	22 436	1 214 331	917 000	62 370	50 835	<b>62 189 003</b>	61 081 415
<b>Variation de la valeur comptable nette</b>	<b>-</b>	<b>(35 463)</b>	<b>(1 027 971)</b>	<b>3 687 103</b>	<b>(112 413)</b>	<b>(6 390)</b>	<b>(50 952)</b>	<b>211 935</b>	<b>19 976</b>	<b>(1 578 237)</b>	<b>1 107 588</b>	<b>6 439 516</b>
Des renseignements complémentaires sont présentés à la note 18.												
<b>Valeur comptable nette des actifs donnés en garantis pour la dette</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>700 676</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>691 665</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 392 341</b>	<b>1 236 508</b>

D

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Annexe D: Éléments hors trésorerie inclus dans l'excédent**  
**de l'exercice clos le 31 août 2014**

	2014	2013
	\$	\$
<b>Éléments hors trésorerie inclus dans (l'insuffisance) l'excédent de l'exercice</b>		
Amortissement des immobilisations corporelles (annexe C)	2 720 088	2 415 831
<b>Total des éléments hors trésorerie inclus dans (l'insuffisance) l'excédent de l'exercice</b>	<b>2 720 088</b>	<b>2 415 831</b>

E

**Conseil des écoles fransaskoises No. 310**  
**Annexe E: Variation nette des éléments hors caisse des activités**  
**de fonctionnement sans effet sur la trésorerie**  
**de l'exercice clos le 31 août 2014**

	2014	2013
	\$	\$
<b>Variation nette des éléments hors caisse des activités de fonctionnement</b>		
Diminution (augmentation) des débiteurs	1 315 285	(1 661 273)
Augmentation des paiements de transfert reçus en trop	1 400 000	-
Augmentation des créditeurs et charges à payer	946 538	1 303 808
Augmentation (diminution) des avantages sociaux futurs	54 400	(20 600)
Diminution des revenus reportés	(22 798)	(2 529 586)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	150 036	(35 361)
<b>Total de la variation nette des éléments hors caisse des activités de fonctionnement sans effet sur la trésorerie</b>	<b>3 843 461</b>	<b>(2 943 012)</b>